

LA LETTRE DE L'ACTIONNAIRE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

N°72 | NOVEMBRE 2009

ÉDITORIAL



© Nicolas Tavemier/REA

par Frédéric Oudéa,
Président-directeur général

Cher actionnaire,

Au terme du 3^e trimestre 2009, Société Générale confirme à la fois :

- le dynamisme de ses activités en France et à l'international,
- la qualité de ses fonds de commerce en Banque de Financement et d'Investissement
- et les effets positifs attendus de l'adaptation de son modèle opérationnel.

Dans la majorité des pays développés s'affichent aujourd'hui les signaux d'une reprise économique, mais à en juger par d'autres indicateurs – croissance du chômage, surcapacité de production massive,

désendettement des ménages – cette croissance reste cependant très fragile et un pilotage, international et coordonné, de la sortie de crise apparaît nécessaire.

Dans cet environnement incertain, Société Générale poursuit le développement de chacun de ses domaines d'expertise en accompagnant ses clientèles. Les Réseaux France affichent ainsi un renforcement de leurs fonds de commerce, illustré par la hausse du nombre de comptes à vue. Les revenus sur le trimestre enregistrent une croissance soutenue qui conforte l'objectif de 2% annoncé pour l'année 2009. Fidèle à son engagement de financement de l'économie française, le Groupe a mis en œuvre des politiques volontaristes visant à affirmer sa présence auprès de ses clients : forte hausse des productions sur les crédits à l'habitat et sur les crédits à la consommation, progression dynamique des encours de crédits à l'investissement des entreprises, position de leader sur les émissions obligataires en France.

+ lire la suite page 2

SOMMAIRE

- 2 RÉSULTATS**
Résultats du troisième trimestre 2009
- 4 REPÈRES**
 - Vie de l'action
 - Dispositif de communication pour les actionnaires individuels
 - Augmentation de capital
- 5 STRATÉGIE**
SG Private Banking, un modèle résilient face à la crise
- 6 CONJONCTURE**
G20 de Pittsburgh : une ambition, des orientations, une mise en œuvre délicate
- 8 INNOVATIONS ET RSE**
Développement durable et automobile : la réponse ALD Bluefleet

CHIFFRES CLÉS

3^e trimestre 2009

REVENUS DU GROUPE
(HORS ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS)

+ 6,5% vs T3-08

POURSUITE DES CESSIONS D'ACTIFS À RISQUE
- 1,7 Md EUR

MAINTIEN DU COÛT DU RISQUE COMMERCIAL
À UN NIVEAU ÉLEVÉ

117 points de base^(a)

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

+ 426 M EUR

SOLIDITÉ FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
RATIO TIER ONE (BÂLE II)
PROFORMA AU 30 SEPTEMBRE^(b)

10,8% dont Core Tier One de 8,6%

(a) hors litiges et hors titres reclassés.

(b) Proforma de l'augmentation de capital, du rachat et annulation des actions de préférence, du rachat des TSSDI auprès de l'Etat français, d'achat à Dexia des minoritaires résiduels (20%) du Crédit du Nord et de l'émission TSS de 1 Md US dollars opérée en octobre 2009.

9 premiers mois de 2009

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

+ 457 M EUR (BNPA: 0,28 EUR)

REVENUS DU GROUPE
(HORS ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS)

+ 11,9% vs 9M-08

+



0 800 850 820
(appel gratuit depuis
un poste fixe en France)



www.societegenerale.com



actionnaires.individuels@socgen.com



Société Générale DEVL/INV
Relations actionnaires individuels
75 886 Paris cedex 18

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

ÉDITORIAL

- Suite -

A l'international, le Groupe continue de déployer le plan d'ajustement de son dispositif commercial dans chaque pays, tout en améliorant son ratio crédits/dépôts. Plus directement touchés par l'environnement de marché, les métiers de Services financiers, les Gestions d'Actifs et les Services aux investisseurs poursuivent les processus d'adaptation engagés tout en contribuant positivement aux résultats du Groupe. Signant à nouveau une collecte trimestrielle élevée, la Banque privée confirme son développement. Forte de l'équilibre de ses activités et de son dynamisme commercial, la Banque de Financement et d'Investissement affiche, pour sa part, une très bonne performance commerciale trimestrielle, dans un environnement en cours de normalisation.

Illustrant notre souci permanent de maîtrise des dépenses, les frais de gestion du Groupe affichent un recul significatif par rapport au 2^e trimestre 2009.

Le coût du risque se stabilise, à un niveau toutefois élevé compte tenu des effets de la crise économique en cours.

Le succès de l'augmentation de capital de 4,8 Md d'euros a permis au Groupe de rembourser dès le 4 novembre l'intégralité des instruments financiers souscrits par l'État français et de renforcer sa structure financière. Un renouvellement managérial significatif est désormais engagé avec notamment la mise en place d'une nouvelle équipe de Direction générale qui sera pleinement opérationnelle à partir du 1^{er} janvier 2010.

Au total, Société Générale réaffirme plus que jamais son objectif de croissance rentable et son modèle de banque universelle. Fort de priorités stratégiques clairement affichées, le Groupe dispose désormais, j'en suis convaincu, de tous les atouts pour sortir de la crise par le haut.

Je vous remercie de votre soutien et de votre confiance renouvelés.

Frédéric Oudéa,
Président-directeur général



Les résultats du troisième

Le rebond commercial de ses réseaux en France, les bonnes performances opérationnelles en Banque de détail à l'international comme en Banque privée, et la solidité du *business model* de sa Banque de Financement et d'Investissement permettent au Groupe de réaffirmer son objectif de croissance durable et son modèle de banque universelle.

Réseaux

France

Dans un environnement plus favorable, les Réseaux France affichent des performances satisfaisantes qui traduisent le dynamisme commercial de leurs équipes et la pertinence de leur offre.

Sur le marché des particuliers, les Réseaux France ont ainsi conquis 48 700 nouveaux clients particuliers (soit près de 6,4 millions de comptes à vue au total à fin septembre).

Les encours de dépôts ont progressé de +2,1 %, tirés par la hausse des livrets (+20,2 %) et des dépôts à vue (+2,3 %). L'écart élevé entre taux longs et taux courts a dynamisé la collecte d'assurance-vie (+26,3 % à 2,0 Md EUR). La production trimestrielle de prêts à l'habitat s'est établie à 3,2 Md EUR au T3-09 (contre 2,3 Md EUR en moyenne depuis le T4-08).

Sur le marché des clientèles commerciales, les Réseaux sont confrontés à une baisse de la demande de crédits de fonctionnement (-21,3 % des encours). Les encours de crédits d'investissement connaissent une hausse modérée (+5,1 %). Au total, les encours de crédits

sont quasi-stabilisés (-0,4 %). Les encours de dépôts ont poursuivi leur progression (+2,0 %), portés par les dépôts à vue (+5,5 %).

Réseaux

internationaux

Dans un environnement dégradé, caractérisé par un ralentissement général d'activité d'ampleur variable selon les zones géographiques, les Réseaux ont poursuivi les mesures d'adaptation ciblées : 47 agences ont ainsi été fermées en Russie au T3-09 tandis que les ouvertures se sont poursuivies dans le bassin méditerranéen.

Ces efforts, combinés à la poursuite d'actions commerciales visant à dynamiser l'activité, permettent aux Réseaux internationaux d'afficher une bonne résistance et de réaliser des résultats globalement satisfaisants.

Les encours poursuivent leur progression par rapport à fin septembre 2008, au rythme de +4,0 %* pour les encours de dépôts et +1,7 %* pour les encours de crédit. Le ratio crédits/dépôts continue de s'améliorer, à 97 % contre 98 % à fin juin 2009 et 102 % à fin 2008.

Services

financiers

Caractérisé par la poursuite de la baisse de la consommation des ménages et de l'activité des entreprises, l'environnement économique est resté peu favorable aux métiers du pôle Services financiers, dont le niveau d'activité est globalement resté en retrait.

La production des activités de **Crédit à la consommation** et de **Financements et services aux entreprises** recule de respectivement -16,6 %* et -19,0 %*. La production pour la **Location longue durée et gestion de flottes de véhicules** affiche un retrait de -20,5 % (53 500 véhicules mis en location au T3-09 contre 67 200 au T3-08).

e trimestre 2009

Gestions d'Actifs et Services aux investisseurs

Gestion d'Actifs

La Gestion d'actifs enregistre sur le trimestre une décollecte nette de -1,6MdEUR, observée principalement sur la gestion alternative. Au sein de la gestion traditionnelle, les clients continuent de privilégier les fonds obligataires au détriment des fonds monétaires.

Banque privée

Profitant de l'amélioration progressive de l'environnement, la Banque privée poursuit sa croissance commerciale. Elle enregistre une collecte nette de +1,2MdEUR sur le trimestre. Les actifs gérés progressent de +4,9% par rapport à fin juin 2009 et s'établissent à 74,5MdEUR à fin septembre 2009.

Service aux Investisseurs (SGSS), Courtage (Newedge) et Epargne en ligne (Boursorama)

Les activités de **Services aux Investisseurs** continuent de souffrir du niveau bas des indices et des taux d'intérêt, même si elles affichent des signes encourageants de reprise. Les actifs en conservation continuent en effet à se redresser (+12,0% vs fin septembre 2008) et les actifs administrés progressent de +5,7% par rapport à juin dernier.

Dans un environnement caractérisé par la baisse persistante des volumes, **Newedge**

affiche un repli des volumes traités (-12,7%), moindre que la tendance de marché (-17,7%), lui permettant ainsi d'accroître sa part de marché et de devenir le 1^{er} acteur du marché sur la base des dépôts aux États-Unis (classement à fin août 2009). Porté par la poursuite du rebond des marchés boursiers européens, **Boursorama** affiche un niveau d'activité soutenu. Les volumes de transactions de courtage sont en hausse avec +25,1% d'ordres exécutés. L'ouverture de plus de 8800 comptes sur le trimestre, portant le nombre de comptes à plus de 96100 à fin septembre 2009, confirme le dynamisme de l'activité de banque en ligne.

Banque de Financement et d'Investissement

La normalisation des conditions de marché amorcée depuis le début de l'année 2009 s'est amplifiée au cours du 3^e trimestre avec la convergence de la plupart des paramètres vers les niveaux prévalant avant la faillite de Lehman Brothers. Avec 1526MEUR de revenus clients⁽¹⁾ au T3-09 (+18,8%), le pôle réalise sa 2^e meilleure performance commerciale historique, confirmant ainsi la qualité de ses franchises clients et le bon équilibre de son portefeuille d'activités. Le pôle enregistre toutefois ce trimestre des éléments non récurrents mais d'ampleur moindre que le trimestre précédent (-1099MEUR). Le Groupe a continué



La Banque

**de Financement et
d'Investissement réalise sa
2^e meilleure performance
commerciale historique,
confirmant ainsi la qualité
de ses franchises clients
et le bon équilibre de son
portefeuille d'activités.**

à améliorer son profil de risque avec la cession de 1,7MdEUR d'actifs à risque sur le trimestre.

La ligne métier **Actions** continue à afficher une très bonne performance avec des revenus trimestriels⁽¹⁾ de 1031MEUR (+53,9%) et maintient des positions de premier plan sur le marché des dérivés: N°1 mondial sur les warrants avec une part de marché de 14,1% et N°2 européen sur les ETF avec une part de marché de 21,0%. Après un 1^{er} semestre record, la ligne métier **Taux, Changes, Matières Premières** connaît une baisse de ses revenus⁽¹⁾ liée notamment à la normalisation des spreads de cotation. Ils se situent toutefois nettement au-dessus des niveaux observés avant la crise.

La ligne métier **Financement et Conseil** démontre une nouvelle fois la qualité de son expertise et son dynamisme commercial. Avec des revenus trimestriels⁽¹⁾ de 522MEUR (+73,4%), elle réalise une performance record pour un 3^e trimestre traditionnellement caractérisé par une baisse des volumes.

Gestion Propre

La Gestion Propre enregistre ce trimestre un Résultat Brut d'Exploitation de -313MEUR au T3-09 (vs -190MEUR au T3-08), supportant sur la période l'effet de la valorisation en valeur de marché des swaps de couverture (-82MEUR).

(1) hors éléments non récurrents.

NB: tous les pourcentages de variation des pages 2 et 3 sont calculés sur une base T3-09 versus T3-08. Les ratios calculés sur une base différente font l'objet d'une mention explicite.

() T3-09/T3-08
(a) hors PEL/CEL
* à données constantes

	Réseaux France	Réseaux Internationaux	Services financiers	Gestions d'Actifs & Services aux investisseurs	Banque de Financement et d'Investissement
PNB en M EUR	1 813 (+3,6%) ^(a)	1 167 (-2,3%)*	807 (+4,7%)*	710 (-4,6%)*	1 767 (x 2,6)*
RNPG en M EUR	287 (-9,8%) ^(a)	108 (-58,0%)	9 (-93,1%)	68 (-1,4%)	133 n/s
ROE après impôt en %	21,2%	14,1%	0,9%		7,0%



www.societegenerale.com

LE CHIFFRE À RETENIR
DU 3^E TRIMESTRE 2009

+ 426 M EUR

Résultat net part du Groupe

Succès de l'augmentation de capital de 4,8 milliards d'euros

L'augmentation de capital de Société Générale lancée le 6 octobre et dont la période de souscription a été clôturée le 20 octobre 2009 a rencontré un vif succès auprès des actionnaires.

- L'opération a en effet été sursouscrite à hauteur de 172 %.
- La quasi-totalité des actions nouvelles (soit 98,89%) ont été souscrites à titre irréductible, par l'exercice des DPS (droit préférentiel de souscription).
- Le reliquat a été réparti entre les actionnaires qui avaient souscrit « à titre réductible » à raison de 1 action à titre réductible pour 195 DPS exercés (coefficient d'attribution de 0,0051375874).

Cette opération a permis à Société Générale de rembourser le 4 novembre les Actions de Préférence et les Titres super-subordonnés souscrits par l'Etat français.

Elle permettra par ailleurs au Groupe de saisir des opportunités de croissance externes, le cas échéant (processus d'acquisition en cours des 20 % du capital du Crédit du Nord détenus par Dexia), et d'améliorer quantitativement et qualitativement ses ratios prudentiels.

AGENDA

27 novembre 2009

Toulouse, rencontre avec les actionnaires

15 décembre 2009

Strasbourg, rencontre avec les actionnaires

18 février 2010

Publication des résultats du 4^e trimestre 2009 et de l'année 2009

5 mai 2010

Publication des résultats du 1^{er} trimestre 2010

Une nouvelle relation plurielle avec vous

Complémentarité des médias, cohérence de la ligne éditoriale... le dispositif de communication à destination des actionnaires individuels a été totalement refondu.

Société Générale a souhaité renforcer la relation qu'elle entretient avec vous, actionnaires individuels, à travers un dispositif d'outils et de supports d'information complémentaires, dans une logique de cohérence.

Le nouveau site internet www.societegenerale.com, structurellement plus dynamique, vous propose désormais des contenus explicatifs sur le Groupe, ses engagements et sur l'économie, notamment au sein du nouvel espace dédié aux actionnaires.

Son magazine en ligne **Actionrama** permet un suivi régulier des analyses de nos experts sur différents sujets sectoriels ou macro-économiques.



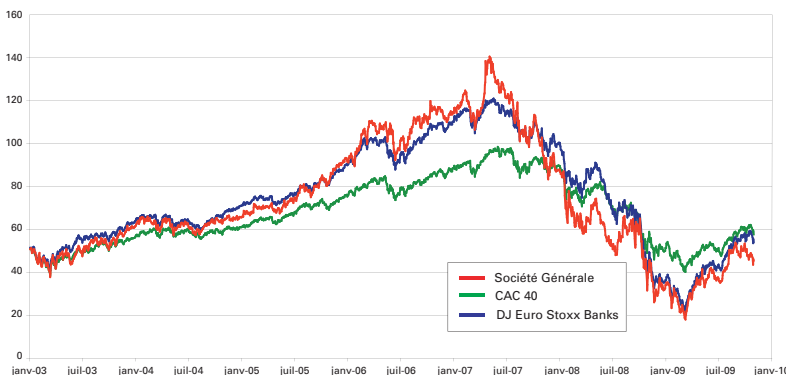
La nouvelle **Lettre de l'actionnaire**, fruit de la fusion des *Chroniques du Club* et de la *Lettre de l'Actionnaire* ancienne formule, est le support d'information à caractère boursier et patrimonial ; il traite de façon pédagogique des sujets contextuels et permet la compréhension des enjeux stratégiques du groupe Société Générale.

Et pour recevoir l'information sur le Groupe en direct, nous vous invitons à vous abonner, sur notre site, à des flux RSS (actualité, communiqués de presse, agenda). Pour un contact plus rapide et facilité avec vous.

Vie de l'action

Cours de clôture de l'action Société Générale au 30 octobre 2009 : 45,83 €

Les données historiques par action ont été ajustées d'un coefficient de 0,94779 (communiqué par Euronext) consécutivement au détachement du droit préférentiel de souscription de l'action Société Générale à l'occasion de l'augmentation de capital lancée le 8 octobre 2009.



www.societegenerale.com

SG Private Banking, un modèle résistant face à la crise

La gestion de fortune de Société Générale se singularise par sa résistance. Un atout de choix pour l'après-crise.

La crise n'a pas épargné la gestion de fortune : en 2008, selon le rapport Cap Gemini World Wealth, les richesses détenues par les personnes à fort potentiel économique se sont contractées de 19,5 %. La performance de SG Private Banking, la banque privée de Société Générale, s'est révélée sensiblement supérieure : à 66,9 milliards d'euros fin 2008, son encours d'actifs sous gestion n'avait alors reculé que de 13 %. Revenu à 74,5 milliards d'euros au troisième trimestre 2009, le rebond de cet encours ne s'explique pas seulement par celui des marchés. L'ensemble des comptes de la banque privée témoignent d'une excellente santé : la collecte nette d'actifs a atteint 1,2 milliard d'euros sur la période, le produit net bancaire se maintient depuis

le début de l'année et le résultat brut d'exploitation est de 75 millions d'euros pour le 3^e trimestre 2009.

Un modèle économique éprouvé

« La résistance de SG Private Banking s'explique par la solidité et l'originalité de son modèle économique, rappelle le directeur général de SG Private Banking, Daniel Truchi. Sa nouvelle organisation, adoptée en 2007, repose sur une approche globale et internationale de nos clients et sur le développement de centres d'expertises transversaux, dédiés à leurs besoins (ingénierie patrimoniale, produits structurés...). Associée à la banque universelle, à l'image du Groupe et à sa capacité d'innovation, cette stratégie, dont la crise vient de souligner la pertinence, permet



© Michel Labelle

Daniel Truchi,
directeur général
de SG Private Banking.

d'accompagner l'ensemble de nos clients partout dans le monde. »

SG Private Banking n'entend pas en rester là et compte tout d'abord capitaliser sur le potentiel de son marché, dont Cap Gemini estime qu'il devrait croître d'environ 8 % par an d'ici à 2013. « Dans cette perspective, SG Private Banking achèvera, au début de l'année 2010, le déploiement d'un réseau de centres régionaux installés au plus près de sa clientèle en France. »

Au-delà de l'amélioration constante de son offre de produits et services, la banque privée mettra l'accent sur les *family offices* et les clients fortunés en capitalisant notamment sur l'alliance signée avec Rockefeller.

La participation à la consolidation du secteur reste également à l'ordre du jour : « nous continuons d'examiner avec attention les opportunités de marché », indique Daniel Truchi, afin de « rester l'un des vecteurs de croissance du groupe Société Générale. » ■

DEUX QUESTIONS À

Patrick Folléa, directeur de SG Private Banking France

Comment s'organise la présence de la banque privée en région ?

Le marché français de la gestion de fortune se compose d'environ 150 000 foyers répartis sur l'ensemble du territoire dont seule la moitié est cliente d'une banque privée. Afin de gagner des parts de marché, SG Private Banking se dote depuis un an de centres régionaux en partenariat avec le réseau France. Lyon, Marseille, Bordeaux et Lille ont d'ores et déjà été ouverts. Les centres de Rennes, Strasbourg, et ceux de la région Ile-de-France Nord et Sud ouvriront leurs portes début 2010.

Quel en sera le bénéfice pour les clients ?

Ces centres proposent l'intégralité de l'offre de produits et de services de la banque privée en s'appuyant sur une plate-forme technique centralisée, garante de la maîtrise des coûts, ainsi que sur le réseau de détail de Société Générale qui joue le rôle de prescripteur. Leurs premières cibles sont les chefs d'entreprises pour qui la proximité géographique constitue un avantage clé.



© SG



www.societegenerale.com

G20 de Pittsburgh : une ambition, des orientations, une mise en œuvre délicate



© P. Zamora

Hervé Monet,
directeur des études
économiques
à Société Générale.

Le G20 de Pittsburgh de septembre dernier pourrait, s'il est suivi d'effets, marquer un tournant décisif dans la gouvernance économique mondiale.

concours actif du FMI, suivre les situations et les politiques économiques des différents pays, s'assurer de leur cohérence et proposer des mesures correctrices au G20. Celui-ci se réunira deux fois en 2010 (Canada et Corée du Sud) puis, en rythme de croisière, une fois par an (en France en 2011).

Dans l'immédiat, le G20 a convenu que les politiques monétaires et budgétaires de soutien de l'activité devaient être maintenues; la fragilité de la reprise qui s'esquisse a fait qu'un consensus a sans doute été facilement trouvé. Bien plus délicat sera de coordonner les stratégies de sortie de crise afin, notamment, d'éviter de déstabiliser les marchés financiers et les cours de change.

Au-delà, l'objectif d'harmoniser dans la durée les politiques économiques des différents pays, de telle sorte que la croissance mondiale soit davantage équilibrée qu'elle ne l'a été sur la période 2003-2007, sera extraordinairement difficile à remplir. On touche ici à la souveraineté nationale, l'efficacité du dispositif reposant

Le dernier sommet du G20 a eu pour ambition de tirer toutes les leçons de la crise financière en apportant une réponse aux formidables défis posés par la mondialisation des économies et la globalisation financière. Il s'agit de mieux réguler les institutions financières mais aussi d'établir une coopération internationale apte à harmoniser au mieux les politiques des principales économies, développées et émergentes. On s'attaque ainsi aux deux causes de la crise: des schémas de croissance dans les grands pays, les États-Unis et la Chine en l'occurrence, se traduisant par des

déséquilibres non soutenables dans la durée (cf. encadré); une régulation du secteur financier insuffisante, procyclique par certains aspects, ayant autorisé le développement de produits financiers complexes, mal maîtrisés, et l'accumulation au sein du système financier de risques s'étant révélés *in fine* bien trop importants.

Un « cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée »

Les ministres des Finances et les gouverneurs de banque centrale des pays du G20, érigé en forum majeur de coopération internationale, devront, avec le



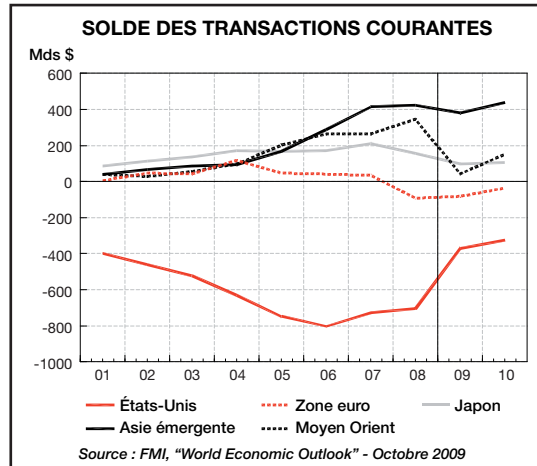
“ Vers un système de régulation et de supervision du système financier visant à réduire la probabilité de voir se produire une autre crise financière globale.

LES DÉSÉQUILIBRES INTERNATIONAUX

sur la seule pression des pairs s'appuyant sur les appréciations du FMI. Certaines mesures proposées pourront voir leur efficacité contestée, ou pourront présenter des coûts à court terme jugés inacceptables, ou bien encore d'autres mesures, peu efficaces, seront mises en avant. En tout état de cause, les expériences passées de coordination internationale nourrissent, à tort peut-on espérer, le scepticisme. Au reste, le fait que, à ce stade, le communiqué du G20 n'évoque pas le « sujet qui fâche », celui des taux de change, de la parité, en particulier de la monnaie chinoise, le renminbi, est quelque peu décevant puisqu'il s'agit, en complément des politiques structurelles citées par le G20, d'une variable centrale pour parvenir à une résorption des déséquilibres internationaux.

La régulation du système financier: le G20 a fixé de grandes orientations

Les orientations définies par le G20 en termes de régulation financière doivent désormais être déclinées en des dispositions opérationnelles précises qui auront, en pratique, une importance primordiale. À ce stade, deux points positifs ressortent : d'une part, un système de rémunération qui ne privilégie plus la prise de risque à court terme ; d'autre part, l'adoption partout, en 2012, des règles prudentielles de Bâle II qui, logiquement, lient aussi précisément que possible les besoins en fonds propres des banques aux risques pris. Comme suite à la demande des Américains, un ratio d'effet de levier (rapport du bilan sur les fonds propres ne devant pas dépasser un multiple donné) a été introduit en complément ; la logique voudrait qu'il ne constitue qu'un garde-fou. Un point apparaît en revanche préoccupant, celui de l'harmonisation des normes comptables, Européens et



Entre 2001 et 2007, les déséquilibres courants se sont gonflés : les excès d'épargne croissants des pays émergents d'Asie, de la Chine en particulier, puis des pays exportateurs de pétrole ont nourri une bulle d'endettement des ménages aux États-Unis, ce pays voyant son déficit courant se creuser. Le tout dans un contexte de taux d'intérêt très bas. La crise, conjuguée à la baisse du prix du pétrole, s'est traduite par une réduction sensible de ces déséquilibres ; toutefois, dès lors que la reprise s'affermira, ils tendront à se

creuser à nouveau. Les pays ayant connu les bulles de crédit les plus prononcées sont logiquement ceux dont les déficits courants demeurent importants (États-Unis, Espagne, Royaume-Uni). La réduction des déficits publics ne pourra pas y être compensée par la montée de l'endettement des ménages. Aussi l'ajustement budgétaire s'y traduira-t-il au cours des prochaines années par un

affaiblissement de la demande interne. C'est pourquoi les États-Unis souhaitent voir les pays dégagant des excédents courants massifs réorienter leur modèle de développement en faveur de la demande interne, et non plus des exportations. Le nouveau gouvernement japonais semble adopter cette orientation ; la Chine a amorcé une telle réorientation, mais sans laisser s'apprécier le renminbi, la monnaie chinoise, appréciation qui stimulerait la consommation mais fragiliserait davantage le secteur exportateur.

Américains devant aboutir à un projet mi-2011 sans garantie a priori d'un usage raisonné de la valorisation à la valeur de marché (*fair value*).

Ceci étant, les autorités devront satisfaire une triple exigence :

- s'il est sans conteste nécessaire de mettre en place les régulations visant à éviter les excès passés, il convient aussi de ne pas obérer la reprise : le redémarrage de la demande de crédits des ménages et des entreprises, sans doute à partir de 2011, ne devra pas buter sur une restriction de l'offre de crédit et un renchérissement excessif de son coût. Cette question renvoie d'une part aux dispositions à prendre pour faciliter le retour

à un financement significatif des économies via la titrisation, et, d'autre part, à l'importance et au rythme de mise en place des exigences nouvelles en fonds propres qui seront imposées aux banques ;

- mettre en place un système de régulation et de supervision du système financier visant à réduire la probabilité de voir se produire une autre crise financière globale ;
- via une coopération internationale renforcée, ne pas pénaliser indûment certaines institutions : les banques européennes au bénéfice des banques américaines ; les banques au bénéfice des *hedge-funds*...



www.societegenerale.com



© Société Générale

Collection Société Générale, *Zeroo-mackavtarcka* de Erik Binder.

ENVIRONNEMENT

Développement durable et automobile : la réponse ALD Bluefleet

Spécialisée dans la location de voitures longue durée et de gestion de flotte, ALD Automotive agit depuis plusieurs années pour maîtriser et minimiser l'impact direct de son activité sur l'environnement.

S'inscrivant dans le contexte actuel de lutte contre le réchauffement climatique (récent G20 de Pittsburgh, sommet de Copenhague en décembre) ALD France a organisé le 23 septembre dernier, sur le circuit Jean-Pierre Beltoise en région parisienne, une journée sur le thème « Développement durable et automobile ». L'occasion pour ALD Automotive de présenter les nouveaux services ALD Bluefleet par lesquels elle aide les entreprises clientes à adopter une mobilité qui respecte davantage les aspects environnementaux et sociaux. Elle propose un panel de services internationaux

associés à des solutions locales efficaces telles que l'aide au choix des modèles les moins polluants, l'aide à la réduction des émissions de CO₂ des flottes, des formations à la conduite écologique pour réduire la consommation de carburant et les émissions de CO₂, etc. Pour certains marchés nationaux, elle propose aussi une location couplée d'une automobile et d'un scooter trois roues, un index écologique des véhicules classés selon leurs émissions, des tests terrain de différents véhicules électriques, ou encore le lavage des véhicules sans eau par des travailleurs en réinsertion. ■

INNOVATIONS

Société Générale s'appuie sur une forte capacité d'innovation tournée vers la satisfaction de ses clients sur ses différents marchés. Un état d'esprit qui permet de saisir les changements de notre environnement, d'anticiper les besoins de nos clients en inventant de nouveaux produits, de nouveaux services.

Lyxor désignée « gestionnaire institutionnel 2009 »

Lyxor, la société de gestion rattachée à la Banque de Financement et d'Investissement du Groupe, a été désignée « Gestionnaire institutionnel de l'année » à l'occasion de la 7^e édition des Annual Hedge Fund Industry Awards, organisée par *Institutional Investor* à New York.

Lors de cet événement, 300 représentants du secteur de la gestion alternative ont récompensé les sociétés

dont les stratégies d'investissement et le savoir-faire en matière de gestion leur ont permis de relever les défis inédits auxquels le secteur a été confronté au cours de l'année écoulée.

Ce prix confirme le rôle de premier plan que joue Lyxor dans le secteur de la gestion d'actifs et récompense son innovation dans le domaine des comptes gérés ainsi que son approche dynamique de gestion du risque de contrepartie.

Trophées 2009 – Banques sur Internet : Société Générale reconnue par *Le Revenu*

Pour la première fois, le magazine *Le Revenu* a mené une enquête durant plusieurs mois sur le thème « Êtes-vous satisfait de votre banque ? ».

Dans le cadre du Trophée 2009 de l'innovation, Société Générale a été reconnue pour son offre de services bancaires sur téléphone mobile avec déjà plus de 50 000 utilisateurs mensuels : opposition sur carte bancaire, recherche de distributeurs, consultation de son portefeuille boursier.